

[texte](#)

[article](#)

Vers une pratique médicale 100% à la carte ?

Naturopathie, phytothérapie, acupuncture, hypnose, ostéopathie, homéopathie? Les médecines non-conventionnelles sont de plus en plus utilisées dans les soins, comme pratiques préventives ou curatives. Au-delà de leur reconnaissance et de leur encadrement, pourrions-nous imaginer une pratique médicale entièrement à la carte ? Cette question était au cœur du dialogue qui s'est tenu, le 15 mars, entre Alexia Jolivet, responsable de l'Observatoire de l'Espace éthique Île-de-France et maître de conférence en Sciences de l'Information et de la Communication, et Albert Ogien, directeur de recherches au CNRS et directeur de l'Institut Marcel Mauss de l'EHESS.

Par: Sébastien Claeys, Responsable communication et stratégie de médiation, Espace de réflexion éthique de la région Île-de-France /

Publié le : 19 Juillet 2017

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Poursuivre la réflexion

Article paru dans sa première version pour le site Usbek & Rica, partenaire du séminaire. [Séminaire « Anticiper le futur de la santé : un enjeu éthique »](#)

Dans le scénario d'anticipation décrit par Alexia Jolivet, l'Autorité de Santé qui contribue à l'évaluation de la qualité du système de santé a cessé d'exister en « *libérant le système des standards classiques* » qui le régulaient jusqu'alors. Bien sûr, cela a accru la concurrence entre les acteurs du soin qui proposent des gammes de produits *low cost* pour se démarquer et noient les consommateurs sous un flot de nouvelles offres difficiles à décrypter. Mais cette libération entraîne également des conséquences positives : « *Des spécialités autrefois marginalisées et non reconnues par l'Autorité de Santé ont pu entrer dans la lumière* », détaille la responsable de l'Observatoire de l'Espace éthique Ile-de-France. C'est ainsi que

Guillaume, atteint d'une grippe fulgurante, peut se rendre au «*Marché des soins*» pour choisir entre les prix imbattables de l'institut «*Médicare*», le pack *all inclusive* comprenant deux consultations, les médicaments et le soin à domicile, ou encore l'offre «*Naturopathie*».

Des patients « fatigués mais heureux »

Dans ce scénario, charge à chacun de déterminer quelle offre lui est la plus profitable dans sa gamme de prix et en fonction du type de soins qu'il souhaite recevoir. Une question demeure cependant en suspens : comment faire le meilleur choix de soins parmi cette offre pléthorique, aux rapports qualité-prix très variables, au moment même où on est affaibli par la maladie ? Heureusement, dans ce monde de la «*santé libérée*», les start-up apportent une réponse à cet épineux problème : pour rendre le marché plus «*transparent*», le label «*Santé avenir*» et l'application «*FranceCare*» vous permettent de connaître les avis consommateur et les taux de satisfaction des clients pour chaque enseigne. Les patients peuvent donc repartir chez eux «*fatigués mais heureux*»

«*Une santé sans évaluation était très difficile à penser*» avoue Alexia Jolivet en conclusion de sa fiction d'anticipation. «*Derrière la notion de standard, il y a la notion de régulation : est-ce que la fin des standards signifie l'anarchie, un retour à la nature, une marchandisation à l'extrême ?*», se demande-elle.

Pour Albert Ogien, la question sous-jacente, quand on parle de libéralisation du secteur de la santé, est de savoir qui ? de l'Etat, du marché ou des individus ?, doit fixer les normes et déterminer ce qu'est la bonne médecine. Quelle que soit l'option envisagée, et même dans les rêves les plus fous des penseurs libertariens, le «*sans standard*» n'existe pas : sans les standards gestionnaires, les humains qui vivent ensemble définissent toujours entre eux des systèmes de normes à respecter. Autrement dit, même sans évaluation étatique, il existe des systèmes d'autorégulation. Alors, plutôt que de supposer que les individus ont besoin d'une régulation de l'Etat pour être guidés vers les bons choix, pourquoi ne pas faire confiance à leur esprit critique et à leur capacité de décider par eux-mêmes ce qui est bon ?

La santé comme produit de grande consommation

Si le libre choix des remèdes par les patients est poussé à l'extrême dans cette fiction, il révèle néanmoins des tendances actuellement à l'œuvre dans notre société : l'autonomisation croissante du patient, sa réduction au statut de simple consommateur, ainsi que la marchandisation qui pénètre les choix privés. Bien que ce ne soit pas recommandé par les médecins, la santé s'est déjà banalisée en tant que produit de grande consommation : de nombreuses personnes s'auto-diagnostiquent en ligne et se font livrer leur Paracétamol sans passer par la case «*médecin généraliste*». C'est cette tendance à l'autonomisation du patient qui est aussi à l'œuvre dans la recherche de médecines «*douces*», «*alternatives*» ou «*parallèles*», dont les offres plus ou moins sérieuses fleurissent. Au vu de ces évolutions, ne serait-il pas préférable de laisser l'appréciation de ce qui est un bon soin aux personnes qui en bénéficient, plutôt que de réserver ces choix aux évaluateurs qui établissent les normes selon des exigences comptables fixées en fonction du coût des soins ?

Ceux qui ont la bonne connaissance des meilleures thérapies et des différentes approches médicales, ainsi que des moyens financiers de ne pas faire un choix par défaut, auraient indéniablement un train d'avance. Mais en tant que consommateur de produits de santé, peut-on être si libre et informé que cela ? Même pour les consommateurs *premium*, une connaissance parfaite du marché pour faire un choix réellement éclairé semble difficile, voire impossible à obtenir. Alors confier sa santé au libre marché revient-il à confier ses choix de santé au hasard ? «*C'est difficile de soutenir que les consommateurs sont toujours grugés*»

rappelle Albert Ogien. « *Cette question de la liberté individuelle est compliquée à mettre dans la balance* ».

La véritable alternative de fond, dans cette question de société, est de savoir si la santé doit être considérée comme un bien collectif ou comme un bien individuel. La réponse à cette question est lourde de conséquences : si la santé n'est plus un bien collectif, l'émancipation totale de l'individu revient à nier la solidarité qui existe aujourd'hui autour des questions de santé. « *Cette disparition du soin risque de détruire les fondements de notre société* » avertit Alexia Jolivet.

De l'État au secteur associatif

Devons-nous opposer aussi fermement la liberté individuelle au bien commun ? Cette transition pourrait aussi être une occasion unique de libérer les énergies sociales. Si le libre marché s'invitait dans le champ de la santé, la société devrait alors s'adapter en profondeur en développant l'*empowerment* des usagers et leurs capacités médicales. Une formation initiale et continue de chaque citoyen aux questions de santé pourrait, par exemple, leur permettre de différencier les médecines curatives des médecines « complémentaires » de bien-être.

Une protection devrait également être assurée par des associations de consommateurs labellisées pour diriger les patients vers des offres adaptées et éviter les dérives sectaires qui accompagnent parfois l'usage des médecines « parallèles ». Un réseau associatif structuré pourrait aussi prendre en charge les plus vulnérables, handicapés physiques ou mentaux, pour rendre ce marché de la santé accessible à tous dans les meilleures conditions. Il s'agirait d'un glissement, de la prise en charge des questions de santé par l'État à une prise en charge collective assurée par le secteur mutualiste et associatif : une manière originale (et pas si folle) de mettre les valeurs du soin au cœur de notre société.

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Sommaire